

Accusé de réception en préfecture :	006-220600019-20260324-lmc150270-AR-1-1
Date de télétransmission :	24 mars 2026
Date de réception :	24 mars 2026
Date d'affichage :	
Date de publication :	24 mars 2026



## D É P A R T E M E N T D E S A L P E S - M A R I T I M E S

### ARRÊTÉ N° DE/2026/0328

portant autorisation de fonctionnement de l'établissement d'accueil du jeune enfant ' Topaz '  
à Villeneuve-Loubet

*Le Président du Conseil départemental  
des Alpes-Maritimes,*

Vu le code de la santé publique, dans ses parties législative et réglementaire, Deuxième partie, Livre III, Titre II, chapitre IV « Établissements d'accueil des enfants de moins de six ans », notamment les articles L2324-1 à L2324-3 et R2324-20-3, R2324-27, R2324-34, R2324-39, R2324-41, R2324-42 et R2324-46-1 ; R2324-46-2, R2324-46-3 ;

Vu le décret n° 2021-1131 du 30 août 2021 relatif aux assistants maternels et aux établissements d'accueil du jeune enfant ;

Vu l'arrêté du 31 août 2021 créant un référentiel national relatif aux exigences applicables aux établissements d'accueil du jeune enfant en matière de locaux, d'aménagement et d'affichage ;

Vu la loi Plein Emploi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 relative à la gouvernance en matière d'accueil du jeune enfant et le décret modificatif 2025-304 du 1<sup>er</sup> avril 2025 relatif aux autorisations de création, d'extension et de transformation des établissements d'accueil de jeunes enfants et à l'accueil dans les micro-crèches ;

Vu l'arrêté 2025-0219 du 15-04-2025 portant autorisation de fonctionnement provisoire en catégorie petite crèche de 24 places pour la structure « Topaz » à Villeneuve-Loubet gérée par la SARL « La Maison Bleue » dont le siège social est situé 148-152 route de la Reine à Boulogne Billancourt 92100 ;

Vu le courriel avec Cerfa N°17580\*1 du 12-01-2026 de la SARL « La Maison Bleue » sollicitant une autorisation de transformation, soit une augmentation de la capacité d'accueil entraînant un changement de catégorie : crèche de 32 places en lieu et place de petite crèche de 24 places ;

Vu le courriel avec organigramme du 17-03-2026 de Madame Coralie ROSSET, Chargée de mission auprès de la Direction des Opérations de « La Maison Bleue », sollicitant le fonctionnement en catégorie crèche soit **32 places à compter du 07-04-2026** ;

Considérant recevable la demande d'extension de la capacité d'accueil de 24 à 32 places ;

Considérant l'avis favorable du service départemental de protection maternelle et infantile ;

### ARRETE

ARTICLE 1 : l'arrêté 2025-0219 du 15-04-2025 est abrogé et remplacé par le présent arrêté pour une capacité d'accueil à 32 places **à compter du 07-04-2026**.

ARTICLE 2 : la SARL « La Maison Bleue » dont le siège social est situé 148-152 route de la Reine à Boulogne Billancourt 92100 est autorisée à faire fonctionner l'établissement d'accueil du jeune enfant « Topaz » sis 109 avenue des Baumettes à Villeneuve-Loubet 06270.

ARTICLE 3 : le présent arrêté prend effet à sa date de signature pour une durée de 15 ans.

ARTICLE 4 : l'établissement de type « crèche collective » soit un établissement d'accueil collectif accueillant des enfants dans leurs locaux de manière régulière, occasionnelle et d'urgence.

ARTICLE 5 : la CAF participe au financement du fonctionnement de la structure par le versement de la prestation de service unique dans le cadre de sa politique d'action sociale et familiale.

ARTICLE 6 : la capacité d'accueil de cet établissement de catégorie « crèche » qui fonctionne en multi-accueil, est de **32 places**.

Le nombre maximal d'enfants simultanément accueillis peut atteindre 115% de la capacité d'accueil soit 37 places.

ARTICLE 7 : l'établissement dispose de 190,18 m<sup>2</sup> d'espaces intérieurs dédiés aux enfants et de 190 m<sup>2</sup> d'espaces extérieurs dédiés aux enfants.

ARTICLE 8 : l'âge des enfants accueillis est de 2 mois 1/2 à 3 ans, et 5 ans révolus pour les enfants en situation de handicap.

ARTICLE 9 : l'établissement est ouvert du lundi au vendredi de 07h30 à 18h30 soit une amplitude horaire journalière de 11h00.

ARTICLE 10 : la directrice de l'établissement est titulaire du diplôme d'état d'éducatrice de jeunes enfants et intervient à hauteur de 0,75 ETP.

L'effectif du personnel encadrant les enfants est constitué conformément à l'article R 2324-42 du code de la santé publique.

Un éducateur de jeunes enfants intervient à hauteur de 0,75 ETP.

Un professionnel de santé intervient dans la structure à hauteur de 0,20 ETP.

Un référent santé et accueil inclusif (RSAI) intervient dans la structure à hauteur de 30 heures annuelles dont 6 heures par trimestre au minimum.

L'organigramme conforme à l'article 10 sus visé est joint au dossier d'autorisation.

ARTICLE 11 : l'établissement assure la présence auprès des enfants d'un effectif de professionnels relevant de l'article R 2324-42 suffisant pour garantir :

- un rapport d'un professionnel pour 5 enfants qui ne marchent pas et 1 professionnel pour 8 enfants qui marchent.

ARTICLE 12 : le gestionnaire s'engage à respecter les exigences fixées par le code de la santé publique pour le type d'établissement concerné.

ARTICLE 13 : le gestionnaire s'engage à communiquer au Département toute modification qui interviendrait dans le fonctionnement de la structure.

ARTICLE 14 : en application des dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par envoi postal 18 avenue des fleurs, CS 61039, 06050 NICE cedex 1, soit par voie électronique (<https://citoyens.telerecours.fr>).

ARTICLE 15 : conformément à l'article R. 3131-2 du CGCT, le présent arrêté sera publié sous forme électronique et mis à la disposition du public sur le site internet du département dans son intégralité, sous un format non modifiable et dans des conditions propres à en assurer la conservation, à en garantir l'intégrité et à en effectuer le téléchargement.

ARTICLE 16 : Monsieur le Président du Conseil départemental et Monsieur le Président de la SARL « La Maison Bleue » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au bulletin des actes administratifs du Conseil départemental des Alpes-Maritimes et notifié au demandeur.

Nice, le 24 mars 2026

Pour le Président et par délégation,  
L'Adjointe au directeur de l'enfance

Ophélie RAFFI-DELHOMEZ